

<http://divergences.be/spip.php?article542>



Voix oaxaquègues construisant l'autonomie et la liberté
(VOCAL)

Virer le gouvernement de nos vies

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 9 Septembre/September 2007 - International - Mexique/Mexico -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Nous n'attendrons pas cinq cents ans de plus pour gagner notre libération

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH284/anarquia-appo-b7146.jpg>

Le climat de répression violente et brutale continue à Oaxaca. Les corps policiers répressifs et l'armée mexicaine maintiennent leurs opérations de harcèlement, de traque et d'intimidation, avec une stratégie qui essaie de semer la terreur au moyen de la violation quotidienne des droits humains et civiques, des arrestations arbitraires, des disparitions forcées, des tortures, des viols et des assassinats. Le tyran tente d'imposer sa vision du monde à tou-te-s les Oaxaquègues et de protéger ses intérêts et ceux de ses sbires, sans aucun respect pour les opinions, la culture et la vie des majorités.

Fait partie de cette stratégie la décision d'incarcération prise à l'encontre d'un groupe de nos compañer@s, sur la base de charges tout aussi infondées que cela avait été le cas pour des centaines de compañer@s que les autorités ont été obligées de remettre en liberté ; il s'agit de María Guadalupe Sibaja, Silvia Gabriela Hernández, Belem Areli Hernández, Isabel Martínez Hernández, Juan Diego García et José Francisco García Martínez. Sont également dans cette situation Eliel Miguel González Luna, Jorge Luis Martínez, Olivo Martínez Sánchez, Julio Alberto Ortiz López et Gonzalo González López [1], professeurs de la 22e section du Syndicat national des travailleurs de l'éducation.

Ulises Ruiz constitue un exemple extrême et aberrant d'une situation caractéristique du moment dans le pays et dans le monde : les politiques néolibérales ne peuvent s'appliquer que par la force, moyennant l'emploi des corps policiers et militaires et la complicité des partis politiques. Les députés et les juges, de même que les fonctionnaires du gouvernement, se soumettent servilement et sans dignité aucune aux diktats du tyran. Ils soutiennent ainsi le règne de l'arbitraire et de la répression, sous lequel le sang du peuple continue de couler.

Le 5 août auront lieu les élections des députés locaux. Dans de nombreux villages circule encore l'espoir que, dans cette conjoncture, il serait possible d'envoyer au Congrès des représentants honnêtes, qui pourraient prendre en charge les changements nécessaires. Un groupe important d'organismes civils a proposé des réformes légales qui apporteraient à l'Etat les instruments de la démocratie participative, tels que la révocation du mandat, l'initiative populaire, le référendum, le plébiscite et le budget participatif. Il s'agit d'efforts légitimes qu'on ne doit pas mépriser. Le vote sanction qui a été appliqué l'an dernier a été une preuve de la capacité de notre mouvement à concerter la volonté populaire et à faire un usage efficace de la tranchée électorale.

A l'heure actuelle, cependant, ces attitudes nous font courir le risque de tomber dans des illusions contreproductives. Il suffit de voir les noms des

candidats à la députation pour se rendre compte de la distance qui existe entre les partis politiques et les intérêts populaires. Il y a là des délinquants connus et des gens qui se sont distingués par leur incompétence. Dans tous les partis, il y a des hommes liges d'Ulises Ruiz, qui a appris du vote sanction de l'année dernière et qui a décidé à présent de se protéger en intervenant dans les candidatures de tous les partis. Au lieu de contribuer aux changements profonds qui sont nécessaires à Oaxaca, s'abandonner à l'illusion électorale devient actuellement un obstacle additionnel. L'attitude naïve de croire que le vote va installer au pouvoir des représentants des intérêts du peuple nous distrait des tâches que nous devons réaliser et nous prive de la capacité de décider par nous-mêmes de notre destin.

Il nous faut, dans ces conditions, reprendre les vrais principes démocratiques : que ce soit nous-mêmes qui fassions les propositions et que ce soit notre voix qui dicte le cap et prenne les décisions, à partir de ce qui est nôtre, à partir de la communion et la solidarité qui sont dans les racines du peuple oaxaquègne, à partir de l'esprit fraternel et communautaire qui nous caractérise.

Depuis plus d'un an, le grand mouvement social dans lequel s'est obstiné le peuple d'Oaxaca a rompu avec toute sorte de préjugés et a apporté de grandes innovations à la lutte sociale et politique. L'occupation pacifique des médias publics et privés, les barrikades, les médias libres, les assemblées régionales, les municipalités en résistance, la municipalité autonome de San Juan Copala, le système d'échanges avec des monnaies sociales impulsé par l'Initiative citoyenne, l'Assemblée populaire des "colonias" [\[2\]](#) d'Oaxaca, sont à peine quelques exemples des innombrables initiatives prises directement par les gens, sans avoir besoin d'attendre des indications ou des décisions du conseil de l'Etat de l'APPO, qui s'occupe essentiellement de la coordination des grandes mobilisations quand elles sont nécessaires.

Pour réaliser une transformation vraiment profonde, il nous faut maintenir encore et toujours l'esprit de changement qui a été l'un des apports les plus précieux de ce mouvement de mouvements. Dans nos propres espaces, dans l'action quotidienne de chaque personne, dans notre quartier, notre communauté, notre lieu de travail ou d'études, dans chacun des espaces où nous agissons, il nous faut contribuer à conquérir une authentique autonomie. C'est pour l'autonomie que luttent les peuples indigènes depuis cinq cents ans, cela est devenu évident en 1995 quand on a vu publiquement que 417 des 570 municipalités ont décidé que leur destin politique soit lié à leurs propres "us et coutumes", à la "communalité" et à la libre détermination. C'est pour l'autonomie et sa pleine reconnaissance que nous continuons à lutter, pour défendre la Terre Mère et protéger nos territoires et nos cultures.

Les peuples et communautés d'Oaxaca ont montré au fil des siècles que la vie en commun pacifique et solidaire et l'harmonie conviviale entre gens différents ne sont pas une utopie. Elles sont l'expression naturelle et

historique de notre volonté. La division et la confrontation, qui amènent la violence entre les peuples, naissent d'un mode de vie imposé par l'argent et le capital, et d'un système de gouvernement despotique, non de nos traditions et coutumes politiques.

Nous avons résisté plus de cinq cents ans à ce qu'on a essayé de nous imposer. Nous avons été capables de maintenir en vie ce qui est nôtre. Nous avons fait face à la répression et à la violence de l'Etat, malgré sa férocité. Notre mouvement de mouvements a démontré que l'immense majorité des Oaxaquègues sont uni-e-s dans la défense de notre culture et dans la lutte pour une vie juste et digne, que jusqu'à présent on nous a refusée.

Nous ne sommes pas disposés à résister cinq cents ans de plus. L'heure est venue de nous diriger vers notre libération et de prendre l'initiative. C'est le moment de l'action autonome et libertaire, depuis tous les coins et recoins de l'Etat d'Oaxaca.

Voix oaxaquègues construisant l'autonomie et la liberté (VOCAL)

Oaxaca, 28 juillet 2007.

[1] Tous les prisonniers arrêtés le 16 juillet à Oaxaca ont finalement été libérés, certains, certaines - dont Silvia et Maria Guadalupe, de VOCAL - après deux semaines d'enfermement et le paiement d'une caution. La rapide mobilisation solidaire, nationale et internationale, en plein été, ainsi que l'intervention des organisations humanitaires ont certainement joué un rôle important. Rien n'est cependant terminé. Il reste de nombreux prisonniers, dont David Venegas, du mouvement social de l'Oaxaca.

[2] Les quartiers populaires